

300+ ONG appellent les dirigeants du monde à s'attaquer à la crise mondiale actuelle en matière de santé et de droits humains concernant les usagers de drogues à l'occasion de la 26^{ème} Conférence internationale sur la réduction des risques

Alors que la société civile et des experts mondiaux se réunissent à Porto pour la 26^e Conférence internationale sur la réduction des risques, 338 ONG de 80 pays appellent la communauté internationale à s'attaquer à la crise mondiale actuelle en matière de santé et de droits humains affectant les usagers de drogues.

Les derniers chiffres sur l'épidémie du VIH, récemment publiés par l'ONUSIDA, sont alarmants. Alors que l'incidence mondiale du VIH a diminué de 25% entre 2010 et 2017, elle augmente chez les usagers de drogues injectables. En dehors de l'Afrique subsaharienne, les usagers de drogues injectables et leurs partenaires sexuels continuent de représenter environ un quart des personnes infectées par le VIH.¹ À l'échelle mondiale, six usagers de drogues injectables sur dix vivent avec l'hépatite C, alors que 168 000 usagers de drogues seraient décédés des suites d'une overdose rien qu'en 2015.²

Il reste à peine plus de dix ans pour respecter les engagements internationaux de promotion de la santé et du bien-être, de réduction des inégalités et d'accès à la justice pour tous d'ici 2030, conformément aux objectifs de développement durable (ODD). Pour atteindre ces objectifs, il est urgent de renforcer le leadership politique à tous les niveaux.

En 2011, la communauté internationale s'est engagée à réduire de moitié l'incidence du VIH parmi les usagers de drogues injectables d'ici à 2015.³ Cet objectif a été spectaculairement manqué de 80%, le nombre d'usagers de drogues injectables ayant contracté le VIH ayant augmenté d'un tiers au cours de cette période.⁴ Quant au nombre de décès liés aux drogues (comprenant les overdoses, ainsi que ceux liés au VIH, à l'hépatite et à la tuberculose), ils ont augmenté de 60% entre 2000 et 2015, pour atteindre un nombre de décès estimé à 450 000 en 2015. Cela représente 50 morts par heure, et ce sont des décès évitables. Les nouveaux engagements pris pour faire face à la crise sanitaire mondiale affectant les usagers de drogues ont été inscrits au sein des ODD⁵ et réitérés dans le document final de la Session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies (UNGASS) sur les drogues de 2016.⁶ La Déclaration ministérielle de 2019, adoptée il y a à peine un mois à Vienne, appelle la communauté internationale à accélérer la mise en œuvre de ces engagements internationaux.⁷

Cependant, sans véritable leadership, ces promesses seront vaines. Il est impératif d'intensifier les efforts à travers le monde afin que les usagers de drogues occupent une place centrale dans la riposte mondiale. Aujourd'hui, bien que la couverture mondiale des services de prévention, de traitement et de soins du VIH se soit améliorée pour l'ensemble de la population, moins d'1% des usagers de drogues vivent dans des pays où la couverture des interventions de réduction des risques qui peuvent sauver des vies est élevée.⁸ Le financement des services liés au VIH destinés aux usagers de drogues a également stagné dans le monde et ne représente que 13% des besoins annuels estimés.⁹ Le déficit de financement est estimé à près de 90% pour toutes les interventions de réduction des risques dans les pays à revenu faible et intermédiaire. De plus, les usagers de drogues continuent de faire face à un niveau élevé de stigmatisation et de discrimination dans l'accès aux services de santé – comme l'ont reconnu 12 agences des Nations Unies en 2017.¹⁰

Le fait que les usagers de drogues restent souvent une « population attaquée » est encore plus préoccupant.¹¹ Une personne sur cinq dans le monde est incarcérée pour une infraction liée aux drogues, la grande majorité pour simple possession.¹² Des centaines de milliers de personnes qui utilisent des drogues sont détenues dans des centres de détention obligatoire où elles se voient refuser des soins de santé et sont victimes d'humiliations, de violences physiques et mentales et de travaux forcés.¹³ Au moins 10 pays infligent des châtiments corporels aux usagers de drogues, notamment des bastonnades, la flagellation, la lapidation et même les mutilations corporelles, dans certains cas envers les enfants.¹⁴ Dans la plupart des régions du monde,

les usagers de drogues sont également victimes de violence, de stigmatisation et de discrimination institutionnalisées.¹⁵ Les cas les plus extrêmes d'approche répressive se trouvent aux Philippines, avec la montée récente des exécutions extrajudiciaires de présumés auteurs d'infractions liées aux drogues. Il faut absolument mettre un terme à ces violations inacceptables des droits humains.

Au niveau mondial, nous sommes très préoccupés par la capacité de l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) à diriger la riposte sanitaire mondiale envers les usagers de drogues.¹⁶

De par son mandat et sa structure même, l'ONUDC reste un organisme plus sensible à la riposte des forces de l'ordre en matière de drogue. De manière alarmante, l'agence a du mal à adopter, entériner et incarner pleinement les réponses fondées sur la santé et les droits vis-à-vis des drogues. La position de l'ONUDC sur la réduction des risques accuse toujours plusieurs années de retard par rapport à d'autres entités des Nations Unies et des occasions importantes d'incorporer la réduction des risques dans les travaux et les projets de l'ONUDC continuent à être manquées, notamment à travers les récents efforts pour répondre à la crise mondiale des opioïdes.¹⁷ Bien que des initiatives progressistes et des documents politiques sur la réduction des risques aient été mis en place sous la direction de certains membres du personnel et bureaux nationaux de l'ONUDC, les hauts responsables du Bureau ont échoué à soutenir sans équivoque la réduction des risques, les droits humains et la décriminalisation et sont trop souvent restés silencieux face à certains des cas les plus flagrants de violations des droits humains envers les usagers de drogues.

Sans un changement sérieux d'attitude et d'engagement des instances dirigeantes de l'ONUDC en matière de réduction des risques et de réforme des politiques en matière de drogues, il n'y aurait pas d'autre choix que de réexaminer le rôle de l'ONUDC en tant que principale agence des Nations Unies en matière de santé pour les usagers de drogues. En raison des nombreuses préoccupations évoquées ci-dessus, il est sans doute temps d'examiner si des progrès pourraient être plus rapidement accomplis sous la direction directe du bureau du Secrétaire Général de l'ONU, ou par l'intermédiaire d'entités principales différentes. Dans tous les cas, et à l'approche d'un changement de direction à l'ONUDC, des réformes structurelles au sein de cette entité devraient être envisagées dans le but de renforcer son leadership en matière de réduction des risques et une coopération plus étroite avec d'autres agences onusiennes, comme le préconise la Déclaration ministérielle de 2019 et la Position Commune du Système des Nations Unies sur les politiques en matière de drogues.¹⁸

Assurer une meilleure réponse sanitaire aux usagers de drogues nécessite également un leadership politique fort au niveau national.

La société civile a salué la Position Commune du Système des Nations Unies¹⁹ adoptée au plus haut niveau décisionnel de l'ONU en Novembre 2018, ainsi que la mise en place de l'Equipe chargée de la coordination du Système de l'ONU qui a produit le document de discussion intitulé « Ce que nous avons appris au cours des dix dernières années ». ²⁰ Les deux documents – ainsi que le dernier rapport de l'ONUSIDA intitulé « Santé, droits et drogues »²¹ – contiennent des recommandations spécifiques pour des politiques nationales plus efficaces et plus humaines en matière de drogues, notamment:

- La mise à disposition, le renforcement et le financement d'interventions de réduction des risques
- La décriminalisation de l'usage et de la possession de drogues pour usage personnel, ainsi que la proportionnalité des peines pour toutes infractions relatives aux drogues
- La fin de la stigmatisation et des discriminations envers les usagers de drogues
- L'inclusion, le soutien, le financement et l'autonomisation des communautés et organisations de la société civile – y compris les organisations et réseaux d'usagers de drogues.

La 26^{ème} Conférence internationale sur la réduction des risques, qui se tiendra au Portugal cette semaine, présentera les progrès encourageants réalisés par les différents pays qui ont adopté ces réformes, et ont eu un impact direct sur la vie des usagers de drogues, de leurs familles et de leurs communautés. Il est encore

temps de faire des progrès substantiels pour sauver des vies en vue d'atteindre les objectifs de 2030 – mais le temps presse et il faut agir maintenant. La Position Commune du Système des Nations Unies est un pas important dans la bonne direction, et ses recommandations sur la réduction des risques, la décriminalisation, les approches fondées sur les droits et la réduction de la stigmatisation doivent maintenant être mises en œuvre par tous les gouvernements avec l'appui d'un système onusien solide et coordonné. Mais cela nécessitera une volonté politique, un leadership et des actions sincères de la part de la communauté internationale dans son ensemble. Face à la crise actuelle, la complaisance ne peut plus être tolérée.

Liste des organisations signataires

1. 1Tribe1Nation Consulting Services, United States
2. A New PATH (Parents for Addiction Treatment & Healing), United States
3. AAFNO Nepal
4. Acción Andina Bolivia
5. Acción Semilla Bolivia
6. Acción Técnica Social, Colombia
7. Action Jeunesse Maroc, Morocco
8. AFEW International, Netherlands
9. African Network for the Prevention and Protection against Child Abuse and neglect, Kenya
10. Agencia Piaget para o Desenvolvimento, Portugal
11. AIDES, France
12. AIDS and Rights Alliance for Southern Africa, South Africa
13. AIDS United, United States
14. Aidsfonds, Netherlands
15. Aksion Plus, Albania
16. akzept e.V. Bundesverband für akzeptierende Drogenarbeit und humane Drogenpolitik, Germany
17. Alberta Addicts Who Educate and Advocate Responsibly, Canada
18. All Peoples' Encinitas Inc., United States
19. Alliance for Public Health, Ukraine
20. Ana Liffey Drug Project, Ireland
21. Andean Information Network, Bolivia
22. Apoyo Positivo, Spain
23. Ares do Pinhal, Portugal
24. Arewa Youth Trust Foundation, Nigeria
25. AS – Center for the Empowerment Youth of people who are living with HIV and AIDS in Serbia
26. Asia Catalyst, United States
27. Asian Harm Reduction Network (AHRN Myanmar)
28. Asian Network of People who Use Drugs, Thailand
29. Asociación Costarricense para el Estudio e Intervención en Drogas, Costa Rica
30. Associació Reus Som Útils, Spain
31. Association de Défense des Droits Humains, France
32. Association de Lutte Contre le Sida, Morocco
33. Association des intervenants en dépendance du Québec, Canada
34. Association for Safer Drug Policies, Norway
35. Association Guyanaise de Réduction des Risques, French Guyana
36. Association Hasonouna de Soutien aux Usagers de Drogues, Egypt
37. Association HERA-XXI, Georgia
38. Association Kéné Dougou Solidarité, Mali
39. Association Margina, Bosnia and Herzegovina
40. Association Nationale de Réduction de Risques au Maroc, Morocco
41. Association of Rehabilitation of Dependencies of Macau, China
42. Association Osons Parler de la Drogue au Mali, Mali
43. Association PROI, Bosnia and Herzegovina
44. Association Québécoise des centres d'intervention en dépendance, Canada
45. Associazione Luca Coscioni, Italy
46. Australian Injecting and Illicit Drug Users League, Australia
47. Auto-Support des Usagers de Drogues, France
48. BABSEACLE, Indonesia
49. Bensther Development Foundation, Nigeria
50. BLM Memphis, United States
51. Brazilian Drug Policy Platform, Brazil
52. Broken No More, United States
53. Cactus Montreal, Canada
54. CAFAC, United States
55. Campaña por la Descriminalización de las Personas Usuarías de Drogas en Bolivia
56. Canadian Association of People who Use Drugs, Canada
57. Canadian Drug Policy Coalition, Canada
58. Canadian HIV/AIDS Legal Network, Canada
59. Canadian Students for Sensible Drug Policy, Canada
60. Cannabis Sans Frontières, France
61. Caring Ambassadors Program, Inc., United States
62. Caucasus Institute of Gestalt Therapy and Family Psychotherapy, Georgia
63. CAZAS, Montenegro
64. CEHURD, Uganda
65. Center for Humane Policy, Bulgaria
66. Center for Prisoner Health and Human Rights, United States
67. Centre Associatif Polyvalent d'Aide Hépatite C, Canada
68. Centre des R.O.S.É.S. de l'Abitibi-Témiscamingue, Canada
69. Centre for Law Enforcement and Public Health, Canada
70. Centre for Research and Information on Substance Abuse, Nigeria
71. Centre Marocain Pour la sécurité et la Démocratie, Morocco
72. Centre on Drug Policy Evaluation, Canada
73. Centre sida Amitié in Québec, Canada
74. Centro de Investigación Drogas y Derechos Humanos, Peru
75. Centro de Orientación e Investigación Integral, Dominican Republic
76. Children Education Society, Tanzania
77. Children's Education Foundation, Australia

78. Chunikhel society Nepal
79. CIRC, France
80. Citywide Drugs Crisis Campaign, Ireland
81. Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida, Canada
82. Coalition Marocaine de Droits à la Santé, Morocco
83. Coalition Marocaine pour la Justice Climatique, Morocco
84. Coalition PLUS, France
85. Coalition Sida des Sourds du Québec, Canada
86. Collectif Police Contre la Prohibition, France
87. Collectif Urgence Toxida, Mauritius
88. Comité Binacional de VIH y sida e ITS, United States/Mexico
89. Community Alliance Georgia, United States
90. Conectas Human Rights, Brazil
91. Corporación Humanas Colombia
92. Corporación Kimirina, Ecuador
93. Cultura Joven A.C., Mexico
94. Death Penalty Focus, United States
95. Dee-Dee Stout Consulting, United States
96. Dejusticia, Colombia
97. Deutsche AIDS-Hilfe, Netherlands
98. Diogenis Drug Policy Dialogue, Greece
99. Dopamine, Canada
100. Drug Policy Action Group, Thailand
101. Drug Policy Alliance, United States
102. Drug Policy Australia
103. Drug Policy Network South East Europe, Serbia
104. Drug Salvation Foundation, Nigeria
105. Drug User Advocacy League, Canada
106. Drug War Memorial, United States
107. Drugs Peace Institute, Spain
108. Društvo AREAL, Slovenia
109. Eastern African Harm Reduction Network
110. ECHO Citoyen, France
111. ECPI-Euroregional Center for Public Initiatives, Romania
112. Ecumenical Advocacy Network on the Philippines
113. E-JOUSSOUR : Association des radios associatives et communautaire au Maroc, Morocco
114. Elementa, Colombia
115. Élixir, Canada
116. Empower India
117. Energy Control, Spain
118. Equal Health and Rights Access Advocacy Initiative Nigeria
119. Equis: Justicia para las Mujeres, Mexico
120. Estonian Network PLWHIV, Estonia
121. Estudiantes por una Política de Drogas Bolivia
122. Estudiantes por una Política Sensata de Drogas Latinoamérica, Mexico
123. Eurasian Harm Reduction Association, Lithuania
124. European Association for Palliative Care, UK
125. European Network of People who Use Drugs, UK
126. European Treatment Action Group, Belgium
127. FAAAT, France
128. Fachverband Sucht, Switzerland
129. Families for Sensible Drug Policy, United States
130. Family Drug Support Aotearoa New Zealand
131. Family Drug Support Australia
132. Father Bob Maguire Foundation, Australia
133. Federación Andaluza ENLACE, Spain
134. Fédération Addiction, France
135. Fedito BXL, Belgium
136. Finnish Broadcasting Co, Finland
137. Fondazione Villa Maraini, Italy
138. Forum des alternatives Maroc, Morocco
139. Forum Droghe, Italy
140. Frontline AIDS, UK
141. Fundação Oswaldo Cruz, Brazil
142. Fundación de Ayuda contra la Drogadicción, Spain
143. Gadejuristen, the Danish Street Lawyers, Denmark
144. GAP-VIES Montréal QC, Canada
145. Gay Men's Health Collective, UK
146. Geneva Platform on human rights, Health, and psychoactive substances, Switzerland
147. Georgia Harm Reduction Network, Georgia
148. Georgia Red Cross Society, Georgia
149. Georgian Network of People Who Use Drugs – For humane drug policy, Georgia
150. Global Fund Advocates Network
151. Groupe d'Entraide à l'intention des Personnes Séropositives et Itinérantes, Canada
152. Groupement Romand d'Etudes des Addictions, Switzerland
153. Grupo de Ativistas em Tratamentos, Portugal
154. Hacia la vida digna para todas las personas, VerdeSer Colectivo AC, México
155. HaliFIX Overdose Prevention Society, Canada
156. Harm Reduction Afghanistan
157. Harm Reduction Australia
158. Harm Reduction Coalition, United States
159. Harm Reduction International, UK
160. Harm Reduction Nurses Association, Canada
161. Hawai'i Health & Harm Reduction Center, United States
162. Health GAP (Global Access Project), United States
163. Health Poverty Action, UK
164. Healthy Options Project Skopje, Macedonia
165. Help Not Harm, United States
166. Hep Free Hawai'i, United States
167. Hepa+, Georgia
168. Hepatitis C Mentor & Support Group, Inc., United States
169. Hepatitis Education Project, United States
170. ICEERS, Spain/Uruguay
171. ICF "AIDS Foundation East-West", Netherlands
172. India HIV/AIDS Alliance, India
173. Indian Drug Users' Forum, India
174. Indonesian Harm Reduction Network, Indonesia
175. Initiative for Health Foundation, Bulgaria
176. INSERM, France
177. Institute for Drug Control and Human Security, Sierra Leone
178. Instituto de Enseñanza para el Desarrollo Sostenible, Guatemala
179. Instituto para el Desarrollo Humano, Bolivia
180. Instituto RIA, Mexico
181. Intercambios Civil Association, Argentina
182. Intercambios Puerto Rico
183. International Center Women and Modern World, Azerbaijan
184. International Committee on the Rights of Sex Workers in Europe, Netherlands
185. International CURE, United States

186. International Doctors for Healthier Drug Policies, UK
187. International Drug Policy Consortium, UK
188. International Federation of Non Governmental Organizations, China
189. International Harm Reduction Program of Open Society Foundations, United States
190. International Indigenous HIV & AIDS Community, Canada
191. International Network of Nicotine Consumer Organizations, Switzerland
192. International Network of People Who Use Drugs, UK
193. Ishonch va Hayot, Uzbekistan
194. Italian League for Fighting AIDS, Italy
195. Italian Network of People Who Use Drugs, Italy
196. Japan Advocacy Network for Drug Policy, Japan
197. John Mordaunt Trust, UK
198. Juventas Montenegro
199. Kazakhs Union of People Living with HIV, Kazakhstan
200. Kenya AIDS NGOs Consortium, Kenya
201. Kethea Exelixis, Greece
202. Latin American Network of People Who Use Drugs
203. Latinoamérica Reforma, Chile
204. Law Enforcement and HIV Network, Australia
205. Lawyers Collective, India
206. LBH Mayarakat, Indonesia
207. LEAP UK
208. LEAP, United States
209. Legalize Belarus
210. Life Quality Improvement Organisation FLIGHT, Croatia
211. Magazine Youth Group
212. Mahamate Myanmar
213. Mainline, Netherlands
214. Marborg
215. Médecins du Monde, France
216. Mexico Unido Contra la Delincuencia, Mexico
217. Middle East and North Africa Network of People Who Use Drugs, Lebanon
218. MIELS-Québec, Canada
219. Moms Stop the Harm, United States
220. Montenegrin Harm Reduction Network LINK, Montenegro
221. Mukikute, Tanzania
222. mumsDU – Moms united and mandated to saving the lives of Drug Users, Canada
223. Namibia Diverse Women's Association, Namibia
224. NASTAD, United States
225. National Alliance for Medication Assisted Recovery, United States
226. National Organization for Women Foundation, United States
227. National Users Network of Nepal
228. NC Survivors Union, United States
229. Netherlands Drug Policy Foundation, Netherlands
230. New England User Union, United States
231. New Vector, United States
232. New Way, Center of Psychosocial Information and Counseling, United States
233. New Zealand Drug Foundation, New Zealand
234. NGO Labyrinth, Kosovo
235. NGO Volunteer Tajikistan
236. Nigerian Network of People Who Use Drugs, Nigeria
237. NoBox Philippines
238. Nonviolent Radical Party, Transnational and Transparty, Italy
239. Normal Norway
240. NORML France
241. Norwegian Association for Humane Drug Policy (FHN), Norway
242. Norwegian Association for People in OST (proLAR Nett), Norway
243. Nova+, Serbia
244. NSW Users and AIDS Association, Australia
245. Observatoire Marocain des Libertés Publiques, Morocco
246. Observatoire Marocain des Prison, Morocco
247. Observatorio de cultivos y cultivadores declarados ilícitos, Colombia
248. On Our Own of St. Mary's, Inc., United States
249. ORFED, Mali
250. Organisation Marocaine des droits Humains, Morocco
251. Pan African Positive Women's Coalition, Zimbabwe
252. Paroles Autour de la Santé, Mali/Ivory Coast/Guadeloupe/Niger
253. Partnership Network
254. Peer Based Harm Reduction WA, Australia
255. PeerNUPS, Greece
256. Penington Institute, Australia
257. PITCH Uganda
258. Pla d'accions sobre drogues de Reus, Spain
259. Polish Drug Policy Network, Poland
260. Portail VIH/sida du Québec, Canada
261. Positive Malaysia Treatment Access & Advocacy Group, Malaysia
262. Positive Voice the Greek Association of People Living with HIV, Greece
263. PREKURSOR Foundation for Social Policy, Poland
264. Principes Actifs, France
265. Programa Libertas, Brazil
266. Psychologists and Psychotherapists Association of Georgia
267. Public Justice Center, United States
268. Re Generation, Serbia
269. Real People Real Vision Georgia
270. Rede Brasileira de Redução de Danos e Direitos Humanos, Brazil
271. Reframe Health and Justice, United States
272. Release., UK
273. Research, Education & Clinical Care for At Risk Populations, Canada
274. REVS PLUS, Burkina Faso
275. REZO, Canada
276. Rhode Island Users Union, United States
277. Rights Reporter Foundation, Hungary
278. Rise up America, United States
279. Romanian Angel Appeal Foundation, Romania
280. Romanian Association Against AIDS, Romania
281. Romanian Harm Reduction Network, Romania
282. Rubiconi, Georgia
283. Rumah Cemara, Indonesia
284. Safe Streets Arts Foundation, United States
285. SAND – Homeless, Denmark
286. Sankalp Rehabilitation Trust, India
287. SAOL Project, Ireland
288. SATHI SAMUHA, Nepal

289. Science for Democracy, Belgium
 290. Scottish Drug Forum, UK
 291. Seattle Hempfest, United States
 292. Sidalys, Canada
 293. SIFMA NOW!, United States
 294. Société canadienne de l'hémophilie – Section Québec, Canada
 295. Society Association HIV.LV, Latvia
 296. SOS Addictions, France
 297. South African Congress of Nonprofit Organisations, South Africa
 298. South African Network of People Who Use Drugs, South Africa
 299. St. Ann's Corner of Harm Reduction, United States
 300. Stella, l'amie de Maimie, Canada
 301. Steps Non-Governmental Organisation, Greece
 302. Stop Overdose Now, Netherlands
 303. StoptheDrugWar.org, United States
 304. Streetworks, United States
 305. Students for Sensible Drug Policy, Sierra Leone
 306. Students for Sensible Drug Policy, United States
 307. Support Foundation "RIGRA", Lithuania
 308. Table des Organismes Communautaires Montréalais de lutte contre le VIH/sida, Canada
 309. Tanzania Network of Women Living with HIV and AIDS, Tanzania
 310. TB/HIV Care Association, South Africa
 311. Temblores ONG, Colombia
 312. Tennessee Recovery Alliance, United States
 313. Teras Interventions & Counseling Inc., United States
 314. Thunderbird Partnership Foundation, Canada
 315. Transform Drug Policy Foundation, UK
 316. Transnational Institute - Drugs & Democracy programme, Netherlands
 317. Treatment Action Group, United States
 318. Trystereo/New Orleans Harm Reduction Network, United States
 319. Uganda Harm Reduction Network, Uganda
 320. Unharming Ohio, United States
 321. UNITE Global Network of Parliamentarians to End HIV/AIDS, viral hepatitis and other infectious diseases, Portugal
 322. Urban Survivors Union, United States
 323. Veterans for Medical Cannabis Access, United States
 324. Virginia Harm Reduction Coalition, United States
 325. Washington Office on Latin America, United States
 326. We Help Ourselves
 327. West Africa Drug Policy Network, Ghana
 328. Western Harm Reduction Network, India
 329. White Noise Movement, Georgia
 330. Women for Health, Nigeria
 331. Women's Coalition Against Cancer, Malawi
 332. World Hepatitis Alliance, UK
 333. Yamaka Youth Network
 334. Young Wave, Lithuania
 335. Youth Organisations for Drug Action, Poland
 336. Youth RISE, UK
 337. Zimbabwe Civil liberties and Drug Network, Zimbabwe
 338. CBOH Плюс, Tajikistan

Notes de fin

¹ ONUSIDA (2019), *Health, rights and drugs: Harm reduction, decriminalization and zero discrimination for people who use drugs* [Santé, droits et drogues: Réduction des risques, décriminalisation et zéro discrimination pour les usagers de drogues], http://www.unaids.org/sites/default/media_asset/JC2954_UNAIDS_drugs_report_report_2019_en.pdf

² Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (2018), *Rapport mondial sur les drogues, 2018*, <https://www.unodc.org/wdr2018/>

³ Assemblée générale des Nations Unies (8 juillet 2011), *résolution 65/277. Déclaration politique sur le VIH et le sida : Intensifier nos efforts pour éliminer le VIH et le sida, A / RES / 65/277*, http://www.unaids.org/sites/default/files/sub_landing/files/20110610_UN_A-RES-65-277_fr.pdf

⁴ ONUSIDA (2018), *Un long chemin reste à parcourir combler les écarts rompre les barrières réparer les injustices* http://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/miles-to-go_fr.pdf

⁵ <https://www.agenda-2030.fr/odd/odd3-donner-aux-individus-les-moyens-de-vivre-une-vie-saine-et-promouvoir-le-bien-etre-tous-les>

⁶ Disponible ici: <https://www.unodc.org/documents/postungass2016/outcome/V1603302-F.pdf>

⁷ Disponible ici: https://www.unodc.org/documents/commissions/CND/CND_Sessions/CND_62/ECN72019_CRP11_V1901487.pdf

⁸ Larney S, Peacock A, Leung J, Colledge S, Hickman H, Vickerman P et al. (2017), 'Global, regional and country-level coverage of interventions to prevent and manage HIV and hepatitis C among people who inject drugs: a systematic review'. [Couverture mondiale, régionale et nationale des interventions visant à prévenir et gérer le VIH et l'hépatite C chez les usagers de drogues injectables : une revue systématique], *The Lancet*, 5(12): PE1208 – E1220

⁹ Harm Reduction International (2018), *The lost decade: Neglect for harm reduction funding and the health crisis among people who use drugs* [La décennie perdue : négligence pour le financement de la réduction des risques et crise sanitaire chez les usagers de drogues], <https://www.hri.global/files/2018/09/25/d%C3%A9cennie-perdue-r%C3%A9duction-pr%C3%A9judice-financement-2018.PDF>

¹⁰ ONUSIDA, HCR, UNICEF, Programme alimentaire mondial, Programme des Nations Unies pour le développement, UNFPA, ONU Femmes, Organisation internationale du Travail, UNESCO, Organisation mondiale de la Santé, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Organisation internationale pour les migrations (2017), *Déclaration commune des Nations Unies sur l'éradication de la discrimination dans les milieux de soins de santé*, http://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/ending-discrimination-healthcare-settings_fr.pdf

-
- ¹¹ ONUSIDA (2019), *Health, rights and drugs: Harm reduction, decriminalization and zero discrimination for people who use drugs* [Santé, droits et drogues: Réduction des risques, décriminalisation et zéro discrimination pour les usagers de drogues], http://www.unaids.org/sites/default/media_asset/JC2954_UNAIDS_drugs_report_report_2019_en.pdf
- ¹² Commission de l'ONU pour la prévention du crime et la justice pénale (Janvier 2013), *Tendances de la criminalité dans le monde, et nouvelles questions et mesures prises dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale, note du Secrétariat*, E/CN.15/2013/9, https://digitallibrary.un.org/record/749694/files/E_CN.15_2013_9-FR.pdf
- ¹³ Kamarulzaman, A. & McBrayera, JL (février 2015), 'Compulsory drug detention centres in East and Southeast Asia [Centres de détention pour usagers de drogues en Asie de l'Est et du Sud-Est], *Journal international sur la politique des drogues*, 26(1): S33-S37; International Drug Policy Consortium (Janvier 2015), *A travers l'Asie, les usagers de drogues sont criminalisés et victimes de sanctions sévères*, <https://idpc.net/fr/alerts/2015/01/a-travers-l-asie-la-penalisation-et-des-peines-severes-sont-imposes-contre-les-usagers-de-drogues>; Organisation mondiale de la santé, *ATLAS of substance use disorders – Country profile: EGYPT* [ATLAS des troubles liés aux substances - Profil du pays: EGYPT], http://www.who.int/substance_abuse/publications/atlas_report/profiles/egypt.pdf; Organisation mondiale de la santé, *ATLAS of substance use disorders – Country profile: SAUDI ARABIA* [ATLAS des troubles liés aux substances - Profil du pays: ARABIE SAOUDITE], http://www.who.int/substance_abuse/publications/atlas_report/profiles/saudi_arabia.pdf
- ¹⁴ Harm Reduction International (2011), *Inflicting harm: Judicial corporal punishment for drug and alcohol offences in selected countries* [Préjudice infligé: châtement corporel judiciaire pour infractions liées à la drogue et à l'alcool dans certains pays], https://www.hri.global/files/2011/11/08/IHRA_CorporalPunishmentReport_Web.pdf
- ¹⁵ International Drug Policy Consortium (2018), *Bilan: 10 ans de politiques des drogues - Rapport parallèle de la société civile* http://fileserv.idpc.net/library/Executive_Summary_FR.pdf
- ¹⁶ La position commune des Nations Unies cite le « rôle de coordination principal » joué par l'ONUDC et indique que l'équipe de travail sera dirigée par le Bureau. La Déclaration ministérielle de 2019 renforce également l'ONUDC en tant que « principale entité du système des Nations Unies pour s'attaquer au problème mondial de la drogue et pour le combattre », et l'ONUDC reste également le co-sponsor principal pour les usagers de drogues au sein de l'ONUSIDA
- ¹⁷ Par exemple, il est préoccupant que La dernière stratégie de l'ONUDC relative aux opioïdes n'inclut pas de composante de réduction des risques, mais plutôt d'application de la loi. Voir: <https://www.unodc.org/unodc/en/opioid-crisis/index.html>
- ¹⁸ Conseil des Chefs de Secrétariat pour la Coordination (Novembre 2018), *Position commune du système des Nations Unies sur la politique en matière de drogues*, CEB/2018/2, https://digitallibrary.un.org/record/3792232/files/CEB_2018_2-FR.pdf
- ¹⁹ Ibid.
- ²⁰ Équipe spéciale de coordination du système des Nations Unies sur la mise en œuvre de la position commune du système des Nations Unies sur les questions de drogue (mars 2019), *What we have learned over the last ten years* [Ce que nous avons appris au cours des dix dernières années], https://www.unodc.org/documents/commissions/CND/2019/Contributions/UN_Entities/What_we_have_learned_over_the_last_ten_years_-_14_March_2019_-_w_signature.pdf
- ²¹ ONUSIDA (2019), *Health, rights and drugs: Harm reduction, decriminalization and zero discrimination for people who use drugs* [Santé, droits et drogues: Réduction des risques, décriminalisation et zéro discrimination pour les usagers de drogues], http://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/JC2954_UNAIDS_drugs_report_2019_en.pdf